

Alger Républicain 22, oct 1991

SYNDICATS ET HAUSSE DES PRIX

Un monde en bouillonnement

Depuis début Octobre des congrès de fédérations UGTA se tiennent après ceux qui se sont réunis en été: FTEC et fédération des mines. Nous avons interrogé M. Kasmi, Secrétaire national chargé des Fédérations sur les conditions dans lesquelles ces congrès se tiennent. Nous lui avons aussi demandé son avis sur les dernières augmentations des prix, sur les déclarations du chef du gouvernement à leur propos à sa dernière apparition télévisée à l'émission "El Hadath".

Sur les congrès syndicaux



EN 1982, le fameux article 120 fait des ravages dans le mouvement syndical. Sa première cible : les fédérations considérées comme la cheville ouvrière de l'UGTA. L'hégémonie du parti unique a frappé dur. 8 ans après, les fédérations reviennent.

Mais l'hégémonisme et l'article 120 ont-ils réellement disparus à l'ère du pluralisme?

Alger républicain a participé au congrès constitutif (ou reconstitutif) de la Fédération des Textiles et Cuirs : (voir Alger républicain du 14/10/1991) ; aujourd'hui M. Kasmi, secrétaire national chargé des fédérations nous en parle.

Alger républicain: Les débats étaient chauds et houleux, vous qui avez présidé l'ouverture de ce congrès et avez suivi ses travaux qu'en pensez-vous?

M.Kasmi: Beaucoup de remous, certes, on a débattu longuement des méthodes dans ce congrès; il me semble que c'est dû à un problème de génération, mais aussi à l'inexpérience des congressistes. Dès l'ouverture, la procédure de la commission préparatoire qui voulait faciliter les travaux en proposant un bureau du congrès a été d'emblée contestée! Il y a là un manque de maturité syndicale.

Pour chaque congrès, la centrale syndicale dégage une commission préparatoire dont le rôle est de préparer les conditions matérielles de son

déroulement. Elle a aussi comme prérogative de faire le point de la syndicalisation, de répartir le quota des délégués par entreprise.

A.R: Le dégageant des délégués s'est-il fait démocratiquement par les assemblées générales des travailleurs, ou a-t-on procédé à des désignations au sein des conseils syndicaux?

M.Kasmi: Le principe d'élections démocratiques est en vigueur à l'UGTA. Nous avons veillé à ce que les congressistes soient élus démocratiquement par l'assemblée du collectif des syndicats en fonction des quotas impartis à chaque entreprise ou unité. Le congrès a d'ailleurs duré 4 jours parce qu'on s'est attardé sur des futilités.

A.R: Pourtant les délégués ont débattu de questions importantes, de la situation de leurs entreprises, des problèmes socio-professionnels des travailleurs, de la démocratie syndicale!

M.Kasmi: Effectivement, il y a eu débat sur ces questions, des commissions de travail ont été constituées et sont sorties avec un programme d'action, une résolution de politique générale. Puis, il y a eu l'élection de la commission exécutive fédérale composée de 71 membres et du bureau fédéral. Cela a duré. Les délégués ont même exigé que le dégageant du bureau fédéral se fasse par

les congressistes et non par la CEF.

A.R: Une liste leur a été proposée comme à l'ouverture, pour le bureau du congrès?

M.Kasmi: Absolument pas! La centrale a veillé à l'application stricte des statuts; elle a fait respecter la démocratie syndicale. Les candidatures étaient libres, ouvertes, le vote à bulletins secrets.

A.R: Vous pensez vraiment que l'UGTA s'est débarrassée de ses pratiques anti-démocratiques?

M.Kasmi: La principale préoccupation de la centrale syndicale est la démocratisation de l'UGTA, mettre fin aux méthodes dépassées par le temps; nous l'avons démontré à travers toutes nos prises de positions officielles dans les rencontres, les conférences de presse, etc. On espère aller plus loin dans la démocratie, dans la transparence, on ne peut pas être en marge de tout le mouvement de changement dans notre pays et même à l'échelle internationale. Mais peut-être qu'il existe encore quelques séquelles au niveau des structures syndicales de base et intermédiaires.

A.R: Comment voyez-vous l'autonomie des fédérations syndicales par rapport à l'UGTA et à l'ère du multi-syndicalisme dans notre

pays?

M.Kasmi: A mon avis, le multisyndicalisme porte préjudice aux travailleurs; il favorise la division, éparpille les énergies et laisse le terrain libre à l'employeur d'agir comme il le veut. Vous parlez de multi-syndicalisme, où sont ces syndicats! Que représentent-ils? Rien, absolument rien!

A.R: Le SIT vient de remporter une victoire au complexe antibiotique de Médéa! Il est implanté dans bon nombre d'entreprises!

M.Kasmi: Oui, mais leur représentativité est faible!

A.R: L'opinion n'a pas du tout été informée des congrès des fédérations. Des délégués au congrès des Textiles et Cuirs disent qu'ils ont été informés à la dernière minute?

M.Kasmi: Le principe arrêté par la centrale, c'est de tenir ces congrès en fonction de l'état de préparation. Il faut faire le point de la syndicalisation, réunir les conditions matérielles, ce n'est pas toujours facile! Jusqu'à présent, 4 fédérations ont déjà tenu leur congrès, il s'agit des PTT, de l'éducation et enseignement, de l'énergie et mines, des textiles et cuirs. Aujourd'hui, se tient à Tipasa le congrès de la fédération du bâtiment et matériaux de construction.

A.R: Sera-t-il aussi chaud que celui des textiles?

M.Kasmi: Non, je ne pense pas, il y a moins de problèmes dans ce secteur, les travailleurs font preuve d'une conviction syndicale plus grande!

Entretien réalisé par R. Ziouche

Sur les augmentations des prix

A.R: La centrale syndicale ne s'est pas encore prononcée officiellement sur les dernières augmentations des prix?

M.K: L'UGTA est en train d'étudier cette question qui est très épineuse. Nous avons déjà tenu depuis le début de semaine une série de réunions qui se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. Le Secrétariat National doit bien réfléchir à une stratégie... Nous rendrons publique notre prise de position d'ici quelques jours.

A.R: Que pensez-vous des propos tenus par le chef du gouvernement lors de la dernière émission El-Hadath?

M.K: M. le chef du gouvernement a parlé "d'une révision du SMIG", "d'une allocation sur salaire"; il n'a pas à décider seul; il doit en débattre avec l'UGTA.

A combien va se chiffrer cette allocation? Sera-t-elle intégrée dans le salaire de base? Nous refusons la politique du fait accompli. On nous parle de transparence mais la réalité est toute autre car lors de notre dernier entretien avec le chef du gouvernement, nous

avons exposé avec force cette question des prix, les conditions du FMI pour agir en connaissance de cause, mais rien n'a filtré!

A.R: Quelles sont les réactions des syndicats et des travailleurs?

M.K: Ça bouillonne, on nous appelle de tous les coins du pays, la paix sociale est sérieusement menacée. Il faut absolument et d'urgence se réunir avec le gouvernement et là parler avec toute transparence et prendre des décisions qu'impose la conjoncture.

A.R: Augmentation des salaires?

M.K: Oui, car nous représentons le marché du travail. La question des prix concerne tout le peuple Algérien, elle mérite un débat national. Nous l'avons déjà dit au gouvernement Hamrouche.

La situation est préoccupante, on a assez entendu de discours, on veut du concret...

Il est inadmissible d'inviter les gens à des élections, à aller remplir les urnes alors qu'ils ont le ventre creux!